

Municipales : les Français sanctionneraient des candidats hostiles à la transition écologique et sociale

ETUDE SUR LE REGARD DES FRANÇAIS SUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE A L'ECHELLE MUNICIPALE A 2 MOIS DU SCRUTIN

[Levée d'embargo : jeudi 15 janvier à 6h00]

Alors qu'à huit semaines des municipales, la transition écologique est toujours la grande absente des débats, observe-t-on un backlash écologique (« green backlash ») dans l'opinion publique, c'est-à-dire une montée de l'hostilité à l'égard des politiques de régulation environnementales menées pour accélérer la transition écologique et sociale à l'échelle locale ? Au regard des résultats de cette enquête Ifop menée pour Réseau Action Climat et le Secours Catholique – Caritas France, force est de constater que les électeurs font plutôt entendre le message inverse : les candidats doivent poursuivre la transition écologique au plus près des Français, dans leurs communes !

Réalisé à la fois auprès d'un échantillon national représentatif de 1 004 Français et d'un échantillon inédit de 1 050 habitants des quartiers populaires (QPV¹), ce sondage brise en effet l'idée reçue selon laquelle les Français seraient désormais crispés sur les actions en faveur de l'environnement et de la transition écologique. A l'inverse de ce que l'on peut constater dans d'autres contrées, le soutien de l'opinion publique française à la transition écologique reste sans équivoque : les électeurs expriment une forte réticence à un éventuel retour en arrière sur les politiques déjà engagées, attendent des candidats qu'ils portent des mesures environnementales ambitieuses et soutiennent les mesures de transition déjà engagées, y compris dans les QPV.

Dans une campagne municipale que l'on annonce fortement polarisée par le thème sécuritaire², ces résultats rappellent que la transition écologique et sociale ne s'efface pas de l'agenda : elle reste un horizon d'attente élevé, étroitement associé à la qualité de vie des habitants.

LES CHIFFRES CLÉS DE L'ENQUÊTE

→ LE CHANGEMENT CLIMATIQUE N'EST PLUS ABSTRAIT : LA CONSTATATION DE SES EFFETS A L'ECHELLE LOCALE, MAIS AUSSI L'EXPOSITION A DIVERSES POLLUTIONS ALIMENTENT LES BESOINS DE REPONSES CONCRETES A L'ECHELLE MUNICIPALE

1 - Les effets du changement climatique sont déjà largement observés : **58%** des Français déclarent les avoir **constatés ces dernières années**, une proportion qui grimpe à **66% chez les habitants des QPV**.

2 - Dans le détail, les manifestations citées sont très concrètes : **72% indiquent avoir constaté la baisse de l'enneigement, 72% la multiplication des épisodes extrêmes, 72% l'augmentation des vagues de chaleur et 71% la hausse des températures sur l'ensemble de l'année**.

3 - Cette prise de conscience s'accompagne d'un diagnostic sévère sur le manque de préparation locale : **52% des Français estiment que leur commune est mal préparée aux impacts du changement climatique**, avec un écart significatif dans les quartiers populaires (57 % contre 52 % en moyenne).

¹Les quartiers prioritaires de la politique de la ville sont des territoires d'intervention de l'État et des collectivités territoriales définis par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 dans l'objectif commun de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines. En France métropolitaine, ils ont été identifiés selon un critère unique, celui du revenu par habitant. L'identification des quartiers prioritaires a été réalisée à partir des données carroyées de l'Insee (source Revenus localisés sociaux et fiscaux pour la France métropolitaine).

² Etude Ifop pour *La Tribune Dimanche*, réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 21 au 28 octobre 2025 auprès d'un échantillon de 2525 personnes résidant dans des villes de 5000 habitants et plus, extrait d'un échantillon de 4044 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

➔ UN NET REJET DU DETRICOTAGE DES POLITIQUES ENGAGEES A L'ECHELON MUNICIPAL : REVENIR SUR LES POLITIQUES DE TRANSITION ECOLOGIQUE DEJA ENGAGEES EXPOSE A UN RISQUE DE SANCTION ELECTORALE

4 - Revenir sur les politiques de transition écologique déjà engagées expose à un risque de sanction : **63% des électeurs se disent gênés de voter pour un candidat remettant en cause les mesures de transition écologique déjà engagées dans leur commune.**

5 - L'idée d'une transition "de privilégiés" est démentie : cette gêne à l'idée de voter pour un candidat qui reviendrait en arrière est partagée par les deux tiers des habitants des quartiers populaires (**64%**) et jusqu'à 72 % dans les villes de 100 000 habitants et plus, c'est-à-dire où les politiques de transition menées ces dernières années ont été plus visibles et plus structurantes.

6 - L'argument "resserrer les dépenses" au détriment de la transition convainc peu : **53%** des Français estiment qu'il faut poursuivre la transition, quitte à **augmenter les investissements municipaux**.

LE POINT DE VUE DE CLARA SANNICOLO (RESEAU ACTION CLIMAT) : Ce sondage doit agir comme un signal d'alarme pour les candidats : une majorité de Françaises et de Français, que leur intention de vote se porte à gauche ou à droite, se dit prête à sanctionner des candidats qui proposeraient des reculs sur la transition écologique juste dans leur commune, y compris dans les quartiers populaires. Ceux-ci ont donc tout intérêt à s'engager pour des politiques environnementales ambitieuses et intégrant les enjeux sociaux face à la réalité du changement climatique vécue au quotidien. Les politiques de transition écologique sont perçues comme le gage d'une meilleure qualité de vie dans la commune, d'un pouvoir d'achat renforcé, d'une santé préservée ou encore de création d'emplois locaux. Le retour en arrière sur les politiques de transition déjà engagées devient donc une ligne rouge !

➔ LA TRANSITION DANS LE CONCRET : LES FRANÇAIS ONT BIEN COMPRIS QUE LES POLITIQUES DE TRANSITION ETAIENT PLUTOT POSITIVES POUR LEUR PORTEFEUILLE, LEUR QUALITE DE VIE DANS LEUR COMMUNE ET LEUR SANTE

7 - Le soutien aux leviers d'action municipaux est très élevé : **89% approuvent la création d'espaces verts et la protection des zones naturelles et agricoles, 86% la préparation des bâtiments communaux aux effets du changement climatique, et 85 % pour développer l'offre de transports en commun accessibles à tous, le covoiturage et l'autopartage.**

8 - Plusieurs mesures sont aussi perçues comme **bénéfiques pour les finances personnelles** : 57% des Français attribuent un **impact positif** à la **végétalisation des espaces publics**, 56% à la **limitation de la bétonisation** et 55% au **développement des transports en commun**.

➔ DES FRANÇAIS QUI ONT SOIF DE JUSTICE SOCIALE. INTEGRER DES MESURES SOCIALES EST NECESSAIRE ET DES MESURES ECOLOGIQUES EN FAVEUR DU SOCIAL

9 - **68 % des Français soutiennent la priorité donnée aux plus démunis dans les politiques locales de lutte contre les pollutions** et le changement climatique. Ce soutien dépasse les clivages politiques.

10 - Proposer à **tarifs sociaux des repas plus sains et locaux** dans les cantines scolaires fait presque l'unanimité, avec 87 % des personnes favorables.

LE POINT DE VUE DE DAPHNE CHAMARD-TEIRLINCK (SCCF) : Les résultats de ce sondage sont sans ambiguïté : les Français, et plus encore les habitants des quartiers populaires, apportent un fort soutien aux leviers d'action municipaux pour la transition écologique et attendent des candidats aux municipales qu'ils s'engagent clairement en la matière. Ils savent que ces politiques répondent à des besoins très concrets – se loger, se déplacer, se nourrir, protéger sa santé – et qu'elles peuvent améliorer leur quotidien si elles sont justes et accessibles. L'attachement à la solidarité perdure, en plébiscitant largement la priorité à donner aux plus fragiles.

POUR CITER CETTE ÉTUDE, IL FAUT UTILISER À MINIMA LA FORMULATION SUIVANTE :

« Étude Ifop pour Réseau Action Climat et le Secours Catholique – Caritas France réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 3 au 15 décembre 2025 auprès :

... D'un échantillon de 1 004 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus

... D'un échantillon de 1 050 personnes, représentatif de la population des quartiers populaires (QPV) âgée de 18 ans et plus »

CONTACTS PRESSE :



Secours Catholique – Caritas France – Djamila Aribi (06 85 32 23 39)

Au Secours Catholique-Caritas France, plus de 58 000 bénévoles et 900 salariés agissent contre la pauvreté et en faveur de la solidarité, en France et dans le monde.

En France, en 2024, grâce à 2 800 équipes locales (France métropolitaine et outre-mer), 1 120 000 personnes ont été accueillies et soutenues dans 2400 lieux d'accueil. À l'international, en 2024, 335 opérations ont été menées dans 38 pays, en lien avec le réseau **Caritas Internationalis** (162 Caritas) et 3,4 millions de personnes ont été bénéficiaires de l'aide internationale.

www.secours-catholique.org



Réseau Action Climat – Clara Sannicolo (06 49 19 03 03)

Le Réseau Action Climat, fédération de 37 associations nationales et locales, lutte contre les causes des changements climatiques, de l'échelle internationale à l'échelle locale.

Il est le représentant français du **Climate Action Network**, réseau mondial de plus de 1300 organisations.

Le Réseau Action Climat couvre l'ensemble des secteurs responsables du changement climatique : les transports, la production d'énergie, l'agriculture et l'alimentation, l'habitat, et travaille à l'élaboration de politiques alternatives et ambitieuses pour une transition écologique juste.

www.reseaucationclimat.org



METHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

L'enquête a été menée auprès :

- *D'un échantillon de 1 004 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus*
- *D'un échantillon de 1 050 personnes, représentatif de la population des quartiers populaires (QPV)¹ âgée de 18 ans et plus*

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification :

- *Par région et par catégorie d'agglomération pour l'échantillon national,*
- *Par région pour l'échantillon représentatif de la population des quartiers populaires (QPV).*

Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 3 au 15 décembre 2025

ANNEXE : L'ANALYSE COMPLÈTE DE L'ENQUÊTE

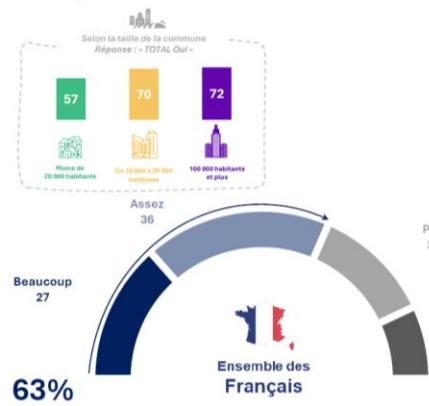
A – TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOCIALE : UNE ATTENTE DE CONTINUITE AU-DELÀ DES CLIVAGES SOCIAUX

1 – La remise en cause des mesures de transition écologique engagées à l'échelle municipale s'exposerait à un risque de sanction dans les urnes : plus de six électeurs sur dix (63%) se disent gênés à l'idée de voter, aux municipales, pour un candidat qui reviendrait sur les politiques déjà mises en œuvre dans leur commune. Cette proportion monte à 72% chez les habitants des villes de 100 000 habitants et plus, où les politiques de transition menées ces dernières années ont été plus visibles et plus structurantes.

► L'acceptabilité d'un candidat remettant en cause la transition écologique

Question : Lors des prochaines élections municipales, cela vous gênerait de voter pour un(e) candidat(e) qui remet en cause les mesures de transition écologique déjà engagées dans votre commune ?

Base : Aux personnes inscrites sur les listes électorales



des Français seraient gênés de voter pour un(e) candidat(e) qui remet en cause les mesures de transition écologique déjà engagées dans leur commune



des habitants des quartiers populaires seraient gênés de voter pour un(e) candidat(e) qui remet en cause les mesures de transition écologique déjà engagées dans leur commune

2 – De même, un discours appelant à resserrer les dépenses communales au détriment de la transition écologique et sociale paraît rencontrer un écho limité : 53% des Français estiment qu'il faut poursuivre les politiques de transition, quitte à accroître les investissements municipaux. Cette position est largement majoritaire chez les 18-24 ans (76%), une génération davantage concernée par les effets du changement climatique à moyen et long terme.

► Le degré de priorité à accorder à la transition écologique et sociale

Question : De laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?



Il est nécessaire de poursuivre la transition écologique et sociale, quitte à augmenter les investissements communaux
53

53%
des Français considèrent qu'il est nécessaire de poursuivre la transition écologique et sociale, quitte à augmenter les investissements communaux



Il est nécessaire de faire des économies budgétaires, quitte à reporter certaines mesures liées à la transition écologique et sociale
47



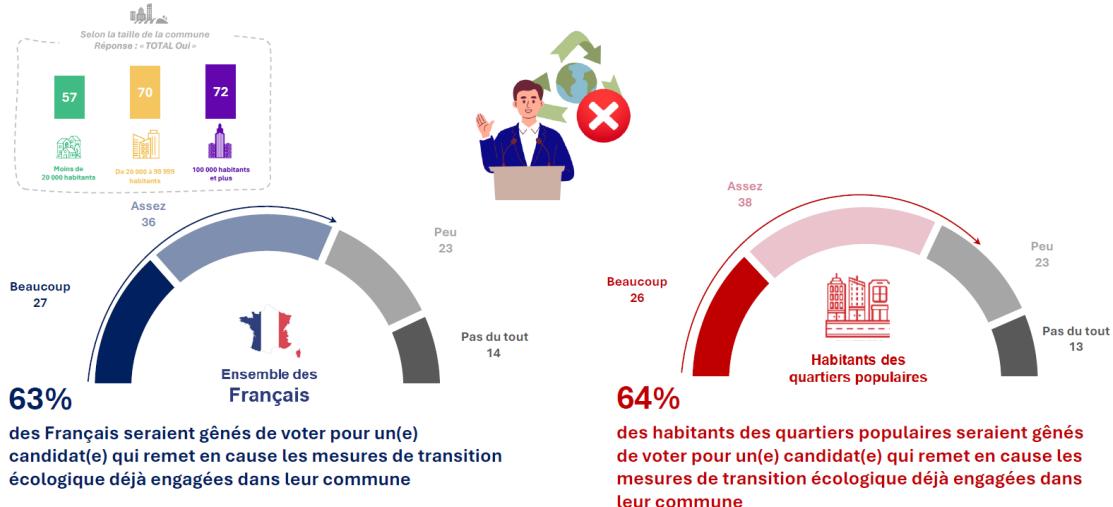
des habitants des quartiers populaires considèrent qu'il est nécessaire de poursuivre la transition écologique et sociale, quitte à augmenter les investissements communaux

3 – À rebours d'un discours récurrent qui fait de la transition écologique une cause de privilégiés — et prête aux publics modestes une forme de distance — les résultats indiquent une adhésion tout aussi nette dans les quartiers populaires. Ainsi, 64% des habitants des QPV se disent gênés à l'idée de voter pour un candidat qui reviendrait sur les politiques déjà engagées dans leur commune, et 60% jugent nécessaire de poursuivre l'effort, quitte à accroître les investissements municipaux.

► L'acceptabilité d'un candidat remettant en cause la transition écologique

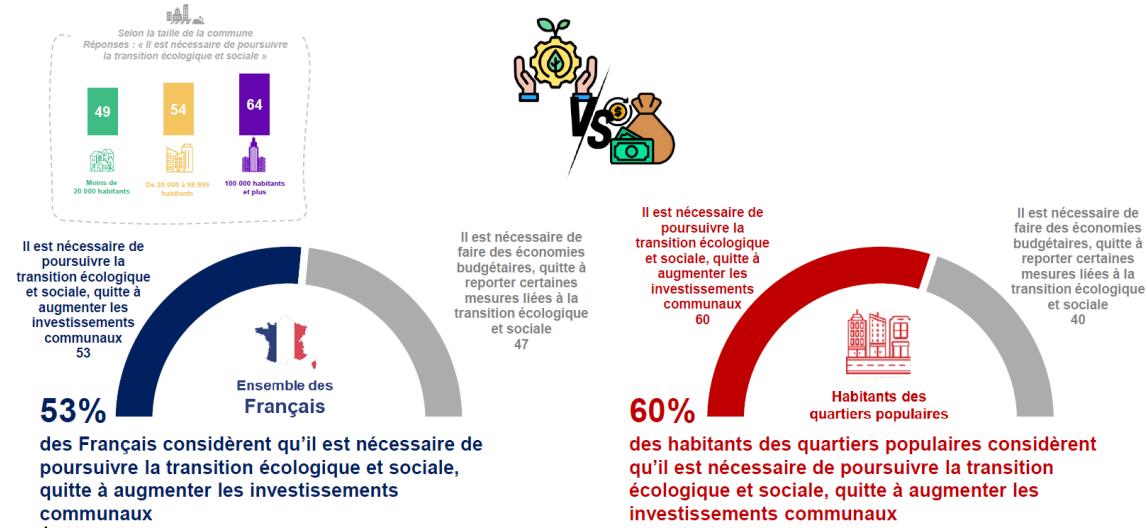
Question : Lors des prochaines élections municipales, cela vous gênerait de voter pour un(e) candidat(e) qui remet en cause les mesures de transition écologique déjà engagées dans votre commune ?

Base: Aux personnes inscrites sur les listes électorales



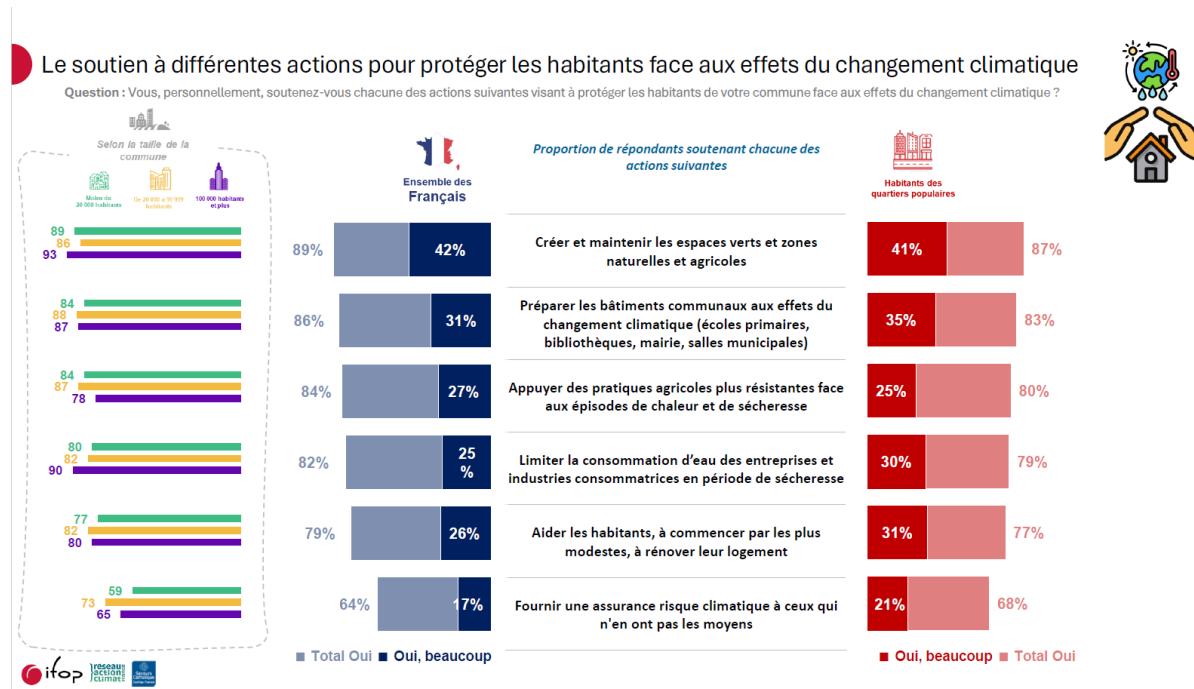
► Le degré de priorité à accorder à la transition écologique et sociale

Question : De laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?



B – LA TRANSITION DANS LE CONCRET : UN SOUTIEN MAJORITAIRE AU-DELA DU SIMPLE ACCORD DE PRINCIPE

4 – Le soutien aux mesures municipales de transition écologique est massif et concret : 89% approuvent la création d'espaces verts et la protection des zones naturelles et agricoles, 86% la préparation des bâtiments communaux aux effets du changement climatique, et 82% la limitation de la consommation d'eau des entreprises les plus consommatoires en période de sécheresse. Autrement dit, la transition ne relève pas seulement d'un accord de principe : elle se traduit par une adhésion nette à des actions précises.



5 – Contrairement à l'idée d'une transition vécue comme une ponction sur le budget des ménages, plusieurs mesures sont perçues comme favorables aux finances personnelles. Plus d'un Français sur deux leur attribue un impact positif : 57% pour la végétalisation des espaces publics, 56% pour la limitation de la bétonisation et 55% pour le développement des transports en commun. La transition n'est donc pas seulement acceptée : elle est aussi, pour beaucoup, jugée rentable.

La perception de l'impact de différentes propositions sur sa propre situation financière

Question : L'impact de chacune de ces propositions vous paraît-il positif, neutre ou négatif en ce qui concerne votre situation financière ?



C – CLIMAT : L'EXPERIENCE DU DÉRÈGLEMENT ALIMENTE L'EXIGENCE DE PRÉPARATION

6 – L'ensemble de ces résultats est surplombé par un constat de fond particulièrement alarmant : 58% des Français déclarent avoir observé les effets du changement climatique au cours des dernières années, une proportion qui grimpe à 66% chez les habitants des QPV.

La constatation globale des effets du changement climatique au cours des dernières années

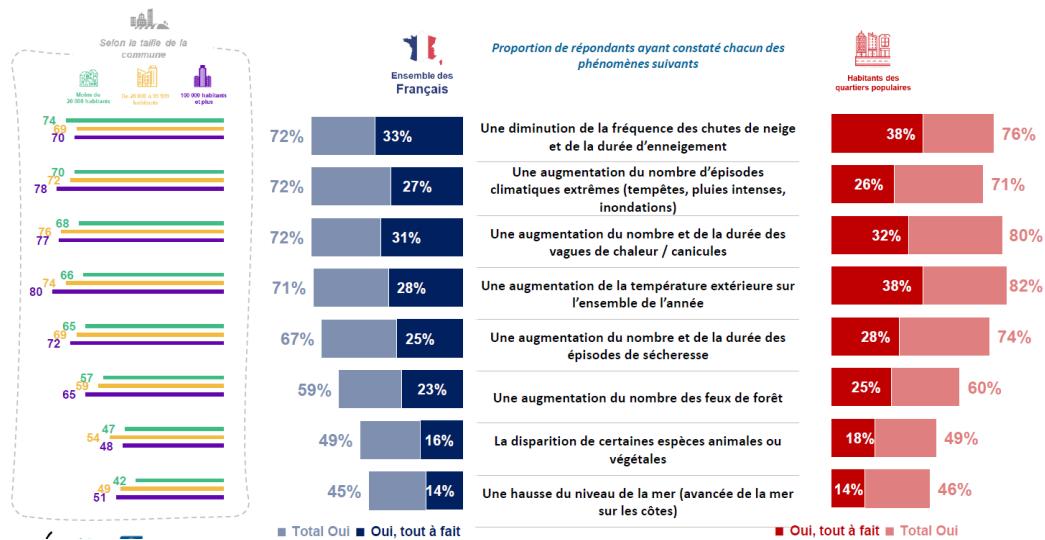
Question : Avez-vous personnellement constaté ou non des effets du changement climatique au cours des dernières années là où vous habitez ?



7 – Dans le détail, près de trois Français sur quatre disent avoir déjà constaté des manifestations concrètes du changement climatique : la baisse de la fréquence des chutes de neige et de la durée d'enneigement (72%), la multiplication des épisodes climatiques extrêmes (72%), l'augmentation du nombre et de la durée des vagues de chaleur (72%) et la hausse des températures sur l'ensemble de l'année (71%). Cette perception est parfois plus marquée dans les quartiers populaires : 80% des habitants des QPV disent constater davantage de canicules, un résultat qui tient aussi à des conditions résidentielles moins protectrices, avec un bâti et des logements souvent moins adaptés pour faire face aux fortes chaleurs.

La constatation détaillée des différents effets du changement climatique au cours des dernières années

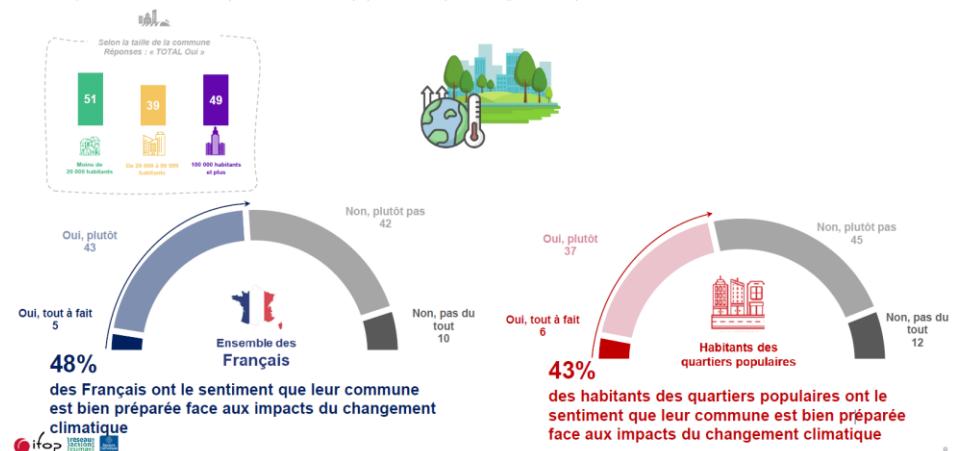
Question : Plus précisément, avez-vous personnellement constaté ou non chacun des phénomènes suivants au cours des dernières années là où vous habitez ?



8 – Ces données corroborent l'existence d'une demande de politiques publiques, nourrie par le sentiment d'une préparation encore insuffisante face aux effets du changement climatique : plus d'un Français sur deux (52%) estime que sa commune n'est pas aujourd'hui bien préparée. Elles confortent, en miroir, la volonté de poursuivre et de consolider les politiques de transition écologique déjà engagées à l'échelle municipale.

La perception du degré de préparation de sa commune aux impacts du changement climatique

Question : Avez-vous le sentiment que votre commune est bien préparée face aux impacts du changement climatique ?



LE POINT DE VUE DE NICOLA GADDONI DE L'IFOP SUR L'ETUDE :

Ces résultats suggèrent que la transition écologique et sociale est en train de sortir du registre du "débat d'opinion" pour entrer dans celui des attentes de gestion municipale. Le niveau élevé de gêne face à un candidat qui reviendrait sur l'existant indique qu'une partie des politiques engagées est désormais perçue comme un acquis : la question centrale devient donc moins "faire ou ne pas faire" que tenir le cap, l'adapter aux réalités locales et en garantir une mise en œuvre équitable. L'adhésion observée dans les quartiers populaires confirme que la transition écologique et sociale est d'abord perçue comme un sujet de protection et de qualité de vie (canicules, logement, eau), ce qui renforce l'exigence d'action municipale. Pour les candidats, l'enjeu est clair : poursuivre, mais surtout répartir justement les efforts, en ciblant en priorité les publics et territoires les plus exposés.